

D É C I S I O N

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES HÔPITAUX UNIVERSITAIRES DE STRASBOURG

- VU le Code de la Santé Publique ;
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;
- VU le décret n° 88-386 du 19 avril 1988 relatif aux conditions d'aptitude physique et aux congés de maladie des agents de la fonction publique hospitalière ;
- VU le décret n° 68-132 du 9 février 1968 modifié, relatif à certaines dispositions du statut des personnels des établissements d'hospitalisation, de soins ou de cures publics ;
- VU le décret n° 2011-660 du 14 juin 2011 portant statuts particuliers des personnels administratifs de la catégorie B de la fonction publique hospitalière ;
- VU l'arrêté du 27 septembre 2012 fixant la composition du jury, le programme, la nature des épreuves et les modalités d'organisation des concours externe et interne permettant l'accès au premier grade du corps des assistants médico administratifs de la fonction publique hospitalière ;
- VU l'avis de concours interne sur épreuves d'assistants médico administratifs, branche secrétariat médical, publié le 09 Décembre 2022 sur le site de l'Agence Régionale de Santé ;
- VU la décision de nomination du jury du 29 mars 2024 ;

D É C I D E

Article 1 – La présidence de jury du concours interne sur épreuves d'assistants médico administratifs, branche secrétariat médical est assurée par **France CHALLIER**, Cadre supérieur de santé du pôle Pathologies thoraciques aux Hôpitaux Universitaires de Strasbourg ;

Article 2 – Le Directeur des ressources humaines des Hôpitaux Universitaires de Strasbourg est chargé de l'exécution de la présente décision.

P. LE DIRECTEUR GENERAL,
La Chargée de mission Gestion Prévisionnelle
des Métiers et des Compétences


Marion CLEMENTZ-PEYSSOU



La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.